

**Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique****Soixante-dix-huitième session**

Bangkok et en ligne, 23-27 mai 2022

Point 4 j) de l'ordre du jour provisoire*

**Examen de la mise en œuvre du Programme de
développement durable à l'horizon 2030 en Asie
et dans le Pacifique : statistiques****Rapport du Conseil d'administration de l'Institut de
statistique pour l'Asie et le Pacifique sur les travaux de
sa dix-septième session***Résumé*

La dix-septième session du Conseil d'administration de l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique s'est tenue en ligne, les 2 et 3 décembre 2021. Au cours de la session, les membres du Conseil ont exprimé leurs points de vue sur les supports et méthodes de formation en ligne de l'Institut. Le Conseil a également examiné les points récurrents de son ordre du jour, notamment le rapport de la Directrice de l'Institut sur les tâches accomplies en 2021, ainsi que le programme de travail et le plan financier proposés pour 2022.

Le Conseil a demandé que des méthodes optimales d'élaboration des cours en ligne supplémentaires soient employées, notamment le recours aux sessions pratiques dans les formations en ligne, qui peuvent être activement diffusées parmi les États membres ; que la possibilité d'allouer des ressources à la traduction des cours en ligne dans d'autres langues officielles de l'Organisation des Nations Unies soit examinée ; que des programmes de formation des formateurs soient organisés afin de renforcer les capacités du personnel des organismes nationaux de statistique à mener des activités de formation au niveau national et que ces programmes comprennent une formation sur les compétences d'organisation.

Le Conseil a examiné et approuvé le programme de travail et le plan financier de l'Institut pour 2022.

I. Questions appelant une décision de la Commission ou portées à son attention

1. Le Conseil d'administration de l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique prend note des mesures prises par l'Institut pour mettre en œuvre les recommandations formulées lors de la seizième session et ultérieurement. Il prend note avec satisfaction des progrès accomplis concernant la révision de la stratégie de mobilisation des ressources et la création de la stratégie de communication et de mobilisation et exprime le souhait de participer à leur mise en œuvre.

* ESCAP/78/L.1/Rev.1.

2. Ayant examiné les résultats de l'Institut concernant l'apprentissage en ligne et félicité l'Institut pour son travail d'élaboration de supports de formation et de promotion des cours en ligne des agences partenaires dans la région, le Conseil :

a) demande que des méthodes optimales d'élaboration des cours en ligne supplémentaires soient employées, notamment le recours aux sessions pratiques dans les formations en ligne, qui peuvent être activement diffusées parmi les États membres ;

b) demande que la possibilité d'allouer des ressources à la traduction des cours en ligne dans d'autres langues officielles de l'Organisation des Nations Unies soit examinée ;

c) demande que des programmes de formation des formateurs soient organisés afin de renforcer les capacités du personnel des organismes nationaux de statistique à mener des activités de formation au niveau national et que ces programmes comprennent une formation sur les compétences d'organisation.

3. Le Conseil est conscient que la demande de formation en ligne sera élevée quelle que soit l'évolution de la crise liée à la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et appelle à poursuivre les investissements dans l'apprentissage en ligne. Il note également que certaines formations en présentiel devraient reprendre une fois que les restrictions des déplacements dues à la pandémie de COVID-19 seront levées. Il demande que les cours d'apprentissage mixte continuent d'être améliorés afin que les organismes nationaux de statistique et les fonctionnaires des ministères de tutelle y aient accès, et que les cours organisés avec l'Agence japonaise de coopération internationale soient maintenus en présentiel lorsque cela est possible.

4. Ayant examiné les progrès réalisés par l'Institut ainsi que sa situation administrative et financière, le Conseil prend note des réalisations importantes de l'Institut, en particulier concernant l'organisation de cours en ligne, qui ont enregistré le plus grand nombre de participants au cours des 51 ans d'existence de l'Institut. Il note qu'au 30 septembre 2021, 1 520 des 2 574 participants étaient des femmes, et que sur les 25 cours en ligne organisés par l'Institut, 18 portaient sur de nouveaux sujets.

5. Le Conseil salue les contributions des États membres, des membres associés et des partenaires de développement statistique aux réussites de l'Institut dans le cadre de son programme de travail 2021.

6. Ayant examiné le programme de travail et le plan financier pour 2022, le Conseil les approuve. Il propose que les formations organisées dans les pays soient adaptées aux besoins des pays et que les nouvelles formations soient élaborées en tenant compte des nouveaux besoins dans certains domaines comme les données administratives, les mégadonnées, la formation des formateurs et la modernisation des organismes nationaux de statistique et des systèmes statistiques nationaux. Il propose que l'Institut examine les domaines de formation prioritaires, en consultation avec les coordonnateurs des organismes nationaux de statistique, avant de formuler le programme de travail. Il propose également que la certification des cours soit davantage mise en avant, notamment pour les sessions de formation des formateurs.

7. Le Conseil décide que sa dix-huitième session se tiendra à Chiba (Japon) les 12 et 13 décembre 2022.

II. Compte rendu des travaux

A. Questions découlant de la seizième session du Conseil d'administration

(Point 2 de l'ordre du jour)

8. Le Conseil était saisi d'une note du secrétariat sur les questions découlant de sa seizième session. Il a pris note avec satisfaction des mesures prises et de leur état d'avancement, selon les informations communiquées par l'Institut.

9. Le représentant du Japon a remercié l'Institut pour les activités qu'il a menées en 2021, notamment la révision de la stratégie de mobilisation des ressources. Il a pris note de l'explication fournie au Gouvernement japonais par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) au sujet des dépenses d'appui aux programmes. Le Gouvernement, conscient que d'autres gouvernements et entités avaient des discussions avec l'Organisation des Nations Unies sur les dépenses d'appui aux programmes, souhaite suivre l'évolution de ces discussions. Le représentant s'est félicité de la nouvelle stratégie de communication et de mobilisation et a fait remarquer que le Gouvernement japonais, en tant qu'auteur d'une contribution en nature pour le site Web de l'Institut, serait heureux de continuer à soutenir la révision du site Web mentionnée dans la stratégie de communication et de mobilisation.

B. Élaboration de supports et de méthodes d'apprentissage en ligne

(Point 3 de l'ordre du jour)

10. Le Conseil était saisi d'une note de la Directrice de l'Institut sur l'élaboration de supports et de méthodes d'apprentissage en ligne et a été invité à formuler des observations et des orientations à ce sujet.

11. Le représentant du Japon a prédit que la demande d'apprentissage en ligne resterait élevée même après la pandémie de COVID-19 et félicité l'Institut d'avoir élaboré des cours en ligne et des webinaires interactifs. Il a été demandé que des méthodes optimales d'apprentissage en ligne soient activement partagées avec les États membres. La formation en ligne avec l'Agence japonaise de coopération internationale était en cours.

12. Le représentant de la Chine a remercié l'Institut d'avoir mis au point et conduit des cours en ligne. Si les cours en ligne, notamment ceux relatifs aux objectifs de développement durable, étaient traduits en chinois, bien plus de Chinois pourraient y participer. À cet égard, le représentant a demandé que des fonds soient alloués à la traduction de cours en ligne dans d'autres langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, comme le chinois.

13. Le représentant des Maldives a demandé que des ressources soient allouées à l'élaboration de sessions de formation des formateurs afin que les fonctionnaires puissent eux-mêmes dispenser des formations dans les zones insulaires locales.

14. Le représentant de la République islamique d'Iran a demandé à l'Institut d'envisager de fournir une assistance technique et des services de consultants au personnel des systèmes statistiques nationaux. Il a été noté que le mandat de l'Institut était limité à la formation.

15. Le représentant du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies a remercié l'Institut pour son étroite collaboration, notamment dans le cadre de la promotion de l'apprentissage en ligne dans les régions, et informé le Conseil que l'Institut avait activement contribué au programme de travail du Réseau mondial d'établissements de formation statistique.

C. Rapport de la Directrice de l'Institut

(Point 4 de l'ordre du jour)

16. Le Conseil était saisi du rapport de la Directrice de l'Institut. La Directrice a rendu compte des principaux résultats et réalisations en 2021 et présenté une synthèse de la situation financière et administrative de l'Institut.

17. Le représentant de l'Inde a encouragé l'Institut à poursuivre son excellent travail et l'a félicité d'avoir relevé les défis liés à la COVID-19 grâce à des modalités de formation innovantes.

18. Le représentant de la Chine a confirmé qu'un grand nombre de participants aux formations de l'Institut provenaient du Gouvernement chinois et demandé à l'Institut le détail du nombre de participants par pays. L'Institut a accepté de fournir la ventilation demandée après la session du Conseil. De plus, le représentant a manifesté son intérêt pour un cours sur l'échange de données et de métadonnées statistiques qui, comme l'Institut l'a expliqué, serait organisé l'année prochaine en collaboration avec la Banque asiatique de développement, le Département des affaires économiques et sociales et la CESAP.

19. Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que son gouvernement continuait d'apporter son soutien et sa contribution à la traduction des supports de formation en russe, ce qui avait aidé les États membres d'Asie centrale à renforcer leur capacité à produire des statistiques officielles de qualité.

20. Le représentant de la République islamique d'Iran a demandé à l'Institut d'organiser des cours sur l'utilisation des données administratives, le Gouvernement allant mener un recensement fondé sur des registres en 2026.

21. Le représentant de la République démocratique populaire lao a remercié l'Institut et ses partenaires d'offrir diverses formations en ligne qui ont renforcé les capacités du personnel de la fonction publique. Il a exprimé son soutien continu à l'élaboration de cours en ligne et demandé la création de formations au niveau national, y compris des sessions pratiques et des sessions de formation des formateurs, pour permettre aux participants de mieux assimiler les informations fournies.

22. Le secrétariat s'est félicité non seulement du grand nombre de participants aux formations de l'Institut en 2021, mais également du grand nombre de nouveaux cours en ligne proposés ainsi que des progrès réalisés en faveur de la parité des sexes, comme en témoigne le nombre élevé de participantes.

D. Programme de travail et plan financier pour 2022

(Point 5 de l'ordre du jour)

23. Le Conseil était saisi du programme de travail et du plan financier de l'Institut pour 2022.

24. La Directrice de l'Institut a présenté les formations, les activités de perfectionnement et le calendrier indicatif proposés pour 2022. Le plan avait été élaboré en partant de l'hypothèse que la situation liée à la COVID-19 s'améliorerait en 2022 et que si la situation restait inchangée et que les restrictions des déplacements étaient maintenues, les programmes et activités de formation en présentiel seraient annulés, reportés ou maintenus selon des modalités virtuelles, en fonction de la gravité et de la période des restrictions des déplacements et en consultation avec les partenaires de chaque cours et activité.

25. Le représentant du Japon a soutenu le programme de travail et le plan financier de l'Institut pour 2022 et exprimé l'espoir que les formations en présentiel reprendraient sous peu, certains éléments étant difficiles à remplacer par une formation uniquement en ligne, notamment les activités de terrain des cours menés avec l'Agence japonaise de coopération internationale.

26. Le représentant de la Chine a dit s'attendre à ce que la pandémie de COVID-19 se poursuive pendant un certain temps et que le recours à l'apprentissage en ligne continue d'augmenter et à ce que la demande de technologies de l'information et de mégadonnées continue d'augmenter. Afin de répondre à ces besoins et de mieux concevoir les cours, le représentant a demandé à l'Institut de se consacrer davantage à l'étude des besoins de formation.

27. Le représentant de la Mongolie a remercié l'Institut pour ses travaux antérieurs et s'est félicité du programme de travail et du plan financier pour 2022 ainsi que de la révision de la stratégie de mobilisation des ressources. Les cours organisés avec l'Agence japonaise de coopération internationale ont eu des retombées considérables. Ils ont contribué au renforcement des capacités des statisticiens et devraient revenir à un format présentiel dès que possible. Le représentant a repris la demande du représentant de la Chine de réaliser une évaluation des besoins de formation.

28. Le représentant de la République de Corée a remercié l'Institut pour les activités qu'il a menées en 2021 et expliqué que le Gouvernement de la République de Corée avait initialement prévu deux formations avec l'Institut en 2021, mais qu'elles avaient dû être reportées. Il a demandé que le programme de travail et le plan financier pour 2022 soient exécutés comme prévu.

29. Le représentant du Tadjikistan, bien que conscient des restrictions des déplacements dues à la COVID-19, a demandé à l'Institut d'effectuer des visites d'experts dans les pays.

30. Le représentant de la République islamique d'Iran a également demandé que l'Institut réalise une enquête sur les besoins de formation.

31. Le représentant des Maldives a expliqué qu'il était difficile de proposer une certification et une promotion au personnel du système statistique national et déclaré que les informations et l'apprentissage en ligne sur le site Web de l'Institut étaient utiles pour faire progresser la culture statistique.

32. Le représentant de la République démocratique populaire lao a confirmé qu'une évaluation des besoins de formation était nécessaire étant donné que les besoins et les niveaux de connaissance différaient selon les organisations et les pays.

33. Le représentant de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) a fourni des informations concernant la session de formation des formateurs sur les statistiques genrées organisée par ONU-Femmes et l'Institut. Les participants qui avaient terminé avec succès la formation avaient reçu un certificat et leurs coordonnées avaient été ajoutées à un répertoire d'experts. De plus, la formation, qui comprenait des exemples et des exercices, serait disponible en ligne sous forme de cours d'autoformation pour les personnes qui n'avaient pas été en mesure de la suivre mais qui étaient intéressées par le sujet.

34. Le Conseil a été informé que la méthode de sélection des sujets et de conception des cours de l'Institut consistait à donner la priorité aux objectifs de développement durable et à prêter une attention particulière aux demandes des pays. Tous les États membres ont été invités à contacter directement l'Institut pour toute demande de formation spéciale afin qu'il puisse se pencher sur le sujet et éventuellement collaborer avec l'organisme responsable adéquat pour assurer la formation. L'Institut avait rencontré des difficultés lors d'une précédente enquête sur les besoins de formation qu'il avait réalisée au moyen d'un questionnaire distribué aux organismes nationaux de statistique. Le problème venait du fait que les réponses des agents de chaque organisme national de statistique étaient très différentes. L'Institut a noté que la certification avait été abordée lors des réunions du Réseau pour la coordination de la formation à la statistique en Asie et dans le Pacifique.

E. Questions diverses

(Point 6 de l'ordre du jour)

35. Aucune autre question n'a été examinée par le Conseil.

F. Dates et lieu de la dix-huitième session du Conseil d'administration

(Point 7 de l'ordre du jour)

36. Le Conseil a examiné les dates et le lieu proposés pour sa dix-huitième session.

37. Le Conseil a décidé que sa dix-huitième session se tiendrait à Chiba (Japon) les 12 et 13 décembre 2022.

G. Adoption du rapport du Conseil d'administration sur les travaux de sa dix-septième session

(Point 8 de l'ordre du jour)

38. Le 3 décembre 2021, le Conseil a examiné la section I du présent rapport.

39. Les recommandations et les décisions du Conseil formulées à sa dix-septième session ont été adoptées.

40. Il a été convenu que l'Institut, en sa qualité de secrétariat du Conseil, établirait le rapport complet sur les travaux de sa dix-septième session en vue de sa soumission à la Commission à sa soixante-dix-huitième session.

III. Organisation

A. Ouverture, durée et organisation de la session

41. La dix-septième session du Conseil d'administration de l'Institut s'est tenue les 2 et 3 décembre 2021. Compte tenu de la situation liée à la pandémie de COVID-19, la session s'est tenue en ligne.

42. La représentante de la Thaïlande, qui avait été Présidente de la seizième session du Conseil, a officiellement ouvert la dix-septième session.

B. Participation

43. Les représentantes et représentants du Japon, pays hôte, et de sept des huit membres élus du Conseil d'administration ont participé à la session, à savoir : Bangladesh ; Chine ; Fédération de Russie ; Inde ; Mongolie ; République de Corée et Thaïlande. Le représentant du Pakistan n'a pas pu assister à la session.

44. Les représentantes et représentants des membres et des membres associés de la Commission ci-après ont participé à la session en qualité d'observateurs : Azerbaïdjan ; Géorgie ; Hong Kong (Chine) ; Iran (République islamique d') ; Kazakhstan ; Malaisie ; Maldives ; Népal ; Philippines ; République démocratique populaire lao ; Sri Lanka ; Tadjikistan et Viet Nam.

45. Des représentant(e)s du Département des affaires économiques et sociales et de la CESAP étaient présent(e)s à la session.

46. Les organismes, institutions spécialisées et fonds des Nations Unies ci-après étaient représentés : Fonds des Nations Unies pour l'enfance ; ONU-Femmes ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Organisation internationale du Travail.

47. Les organisations intergouvernementales ci-après étaient représentées : Association des nations de l'Asie du Sud-Est ; Banque asiatique de développement ; Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques et Communauté du Pacifique.

48. Un(e) représentant(e) de l'Institut international de statistique était présent(e).

C. Élection du Bureau

49. Le Conseil a élu le Bureau ci-après par acclamation :

Présidente : M^{me} Hataichanok Chinauparwat (Thaïlande)

Vice-Présidente : M^{me} Orié Hirano (Japon)

D. Ordre du jour

50. Le Conseil a adopté l'ordre du jour ci-après :

1. Ouverture de la session :

a) Déclarations liminaires ;

- b) Élection du Bureau ;
 - c) Adoption de l'ordre du jour.
2. Questions découlant de la seizième session du Conseil d'administration.
 3. Élaboration de supports et de méthodes d'apprentissage en ligne.
 4. Rapport de la Directrice de l'Institut.
 5. Programme de travail et plan financier pour 2022.
 6. Questions diverses.
 7. Dates et lieu de la dix-huitième session du Conseil d'administration.
 8. Adoption du rapport du Conseil d'administration sur les travaux de sa dix-septième session.

Annexe I

État financier de l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique pour l'année terminée le 31 décembre 2021

(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Contributions	2 241 800
Intérêts créditeurs	19 934
Recettes totales	2 261 734
<i>Moins : dépenses</i>	
	(2 131 644)
Solde net (déduction faite des dépenses)	130 090
Montant disponible au 1 ^{er} janvier 2021	5 959 678
Remboursement aux donateurs/transfert de fonds	-
Montant disponible au 31 décembre 2021	6 089 768

Annexe II

**État financier de l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique
pour l'année terminée le 31 décembre 2021, par élément de projet**
(En dollars des États-Unis)

	<i>Contributions commune : projet de renforcement des capacités</i>
<i>Recettes</i>	
Contributions	2 241 800
Intérêts créditeurs	19 934
Recettes totales	2 261 734
<i>Moins : dépenses</i>	
	(2 131 644)
Solde net (déduction faite des dépenses)	130 090
Montant disponible au 1 ^{er} janvier 2021	5 959 678
Remboursement aux donateurs	-
Montant disponible au 31 décembre 2021	6 089 768

Annexe III

**Contributions en espèces reçues par l'Institut de statistique pour
l'Asie et le Pacifique au titre du compte « appui institutionnel » pour
l'année terminée le 31 décembre 2021**
(En dollars des États-Unis)

<i>Pays/Région</i>	<i>Pour l'année terminée le 31 décembre 2021</i>	<i>Pour l'année terminée le 31 décembre 2020</i>
Bangladesh	-	10 000
Brunéi Darussalam	15 000	15 000
Cambodge	2 000	2 000
Chine	70 000	70 000
Fédération de Russie	30 000	30 000
Fidji ^a	9 754	8 892
Hong Kong (Chine)	30 000	30 000
Inde	24 962	25 000
Japon	1 843 765	1 859 765
Kazakhstan	3 500	5 000
Macao (Chine)	20 000	20 000
Malaisie	20 000	20 000
Mongolie	9 561	9 482
Myanmar	1 000	1 000
Philippines	36 750	-
République de Corée	53 546	53 000
Samoa	3 962	1 980
Singapour	15 000	15 000
Sri Lanka	10 000	10 000
Thaïlande	23 000	23 000
Viet Nam	20 000	20 500
Total	2 241 800	2 229 619

^a Dans l'état financier de 2020, la contribution de Fidji a été enregistrée et consignée par inadvertance comme une contribution de l'Australie. Cette erreur a été rectifiée en 2021 et la contribution reportée au nom de Fidji.